

C'est la CRISE finale !

En dépit des propos rassurants des experts, le système financier planétaire touche à sa fin... Une seule solution pour les États: reprendre le pouvoir de la monnaie.

Nous vivons depuis trois ans la crise de la dette et on ne s'en sortira pas sans changer de système monétaire. Le système actuel de création monétaire fonctionne selon le principe de la monétarisation des actifs présent et futur. Ce système qui enrichit les rentiers et les intermédiaires (banquiers, spéculateurs et traders), qui appauvrit les plus pauvres par différents processus (socialisation des pertes, rigueur budgétaire, taxes supplémentaires, loyer sur les prêts, répercussion des emprunts des entreprises sur le prix des produits) est totalement irrationnel. Comme il a déjà été expliqué dans de précédents numéros de NEXUS, l'argent est créé par la dette, mais l'argent pour payer l'intérêt lui n'est jamais créé. Pour pouvoir continuer à payer leurs annuités de dettes toujours plus élevées, il faut que les entreprises augmentent sans cesse leur production de marchandises et leur productivité en limitant les salaires. En fait, la somme d'argent que l'on doit aux banques (tout acteurs économiques confondus) est supérieure à la monnaie en circulation. Ce qui fait que si l'on actualisait les remboursements des annuités futures au temps « t », aujourd'hui par exemple, il n'y aurait tout simplement pas assez d'argent pour couvrir les dettes. Donc pour pouvoir continuer à fonctionner, ce système a besoin d'une croissance infinie des PIB, sinon il s'écroule !

Création de l'argent-dette

Dès que la croissance faiblit, les entreprises et les ménages réduisent leurs investissements et donc leurs emprunts, ce qui réduit la masse monétaire et accentue donc la récession. Pour éviter cela, les États facilitent alors les crédits, au besoin en renflouant les banques mises en difficulté par la faillite de leurs débiteurs. Les financiers sont les premiers bénéficiaires de cette stratégie. Mais le comble de l'absurdité c'est que l'État ne fait pas vraiment marcher la planche à billet parce qu'il se l'est interdit par l'Article 104 du Traité de Maastricht, alors il crée de l'argent en émettant des titres publics de dette et donc en empruntant cet argent aux banques et autres financiers, souvent internationaux. Par exemple, les banques françaises ont des milliards d'euros de titres Grecs.

Pour ne pas dévoiler le « pot aux roses » au grand public, on envoie des « experts » sur les plateaux TV, mais ces experts présentés comme neutres sont en réalité des banquiers, et on a inventé de nouveaux produits financiers comme les *subprimes* grâce à l'ingénierie de l'escroquerie: l'ingénierie financière – ce qui pour un ingénieur est un blasphème. Évidemment, les États ne pourront pas rembourser leurs dettes, parce que pour respecter les « lois » de l'orthodoxie libérale, il faut réduire les dépenses, imposer la rigueur ce qui a pour conséquence d'appauvrir les citoyens et de compromettre la sacro-sainte croissance indispensable pour que les acteurs économiques continuent de payer leurs annuités afin que les banques ne fassent pas faillites et que tout le système ne s'écroule pas alors qu'il concentre une part de plus en plus importante des richesses entre quelques mains ! En clair le système se mord la queue, le ressort du profit est cassé. Alors pour repousser l'échéance de la crise finale du capitalisme, on fait marcher la planche à billet à plein régime (750 milliards d'euros pour l'union Européenne) ce qui risque de créer de l'inflation.

Parce que la crise finale cela veut dire que tout cet argent créé en échange de dettes incroyablement importantes perdrait sa valeur, ce qui ruinerait ceux qui le possèdent (les rentiers) et ceux qui le créent (les banques). Ceux qui détiennent le moyen d'échange (les banques), les grands moyens de production (les multinationales) et les grands moyens de propagandes (la presse), seraient ruinés et perdraient toute légitimité à diriger, à dominer la société et, cela, il n'en est bien sûr pas question (pour eux !).

Mobiliser la création humaine

Contrairement à ce que l'on pourrait croire, la monnaie n'est pas simplement un moyen d'échange, c'est avant tout un outil, un symbole qui permet à une toute petite minorité de manipuler l'énergie, le travail humain. Marx a dénoncé à juste titre la captation de la plus-value par la classe bourgeoise, mais ce n'est que la pointe de l'iceberg de l'escroquerie capitaliste.

La seule richesse d'une société, d'une communauté, outre les richesses naturelles du sol et du sous-sol du territoire où cette communauté est installée, est sa capacité à mobiliser, à

organiser le travail, l'activité productrice. Pour mobiliser la création humaine à grande échelle, il avait autrefois deux moyens : la coercition et la foi. Les guerriers vainqueurs font travailler les vaincus, c'est l'esclavage puis le servage. Certains peuvent promettre une vie au paradis et la foi s'exprime par l'envie de réaliser collectivement de grandes choses qui nous dépassent.

L'escroquerie capitaliste

L'innovation du capitalisme, la monnaie fiduciaire puis la monnaie-dette, a permis de mobiliser l'énergie humaine avec une efficacité sans précédent dans l'histoire de l'humanité. La mystification bancaire repose sur le fait que la monnaie fiduciaire n'a aucune réalité autre que la confiance que l'on a en l'émetteur. Le scandale, évidemment, c'est de payer un loyer (un intérêt) sur cette monnaie qui est créée ex-nihilo. Le « génie » du capitalisme c'est d'avoir trouvé le moyen de créer autant de monnaie que l'activité humaine en a besoin à condition que cette activité génère du profit. Le problème c'est que les inventeurs de ce « moyen » ont perdu ou n'ont jamais eu (au choix !) le sens du bien commun.

Une élite bancaire internationale détient le pouvoir suprême de création monétaire. Cela lui donne le contrôle des destinées des nations et de l'économie mondiale. En fait, tous nos problèmes viennent de là. C'est parce que l'argent est prêté avec intérêt et avec pour seul objectif de faire des profits que nous observons l'absurdité d'investissement dans des technologies « gadget » alors que des besoins de base ne sont pas satisfaits. En abandonnant leur droit de produire la monnaie, les peuples se sont mis dans une situation de servage vis-à-vis des banques.

Qui doit créer la monnaie ?

Depuis l'invention de la monnaie fiduciaire au XVIIe siècle et d'autant plus depuis l'abandon en 1971 de la référence à l'étalon or (35\$/once d'or), un simple jeu d'écriture suffit à créer la monnaie. Mais qui doit créer la monnaie ? Si la monnaie est créée par un organisme public comme la banque centrale, la monnaie est propriété publique, la société civile est bénéficiaire directe de l'émission, ce qui est justifié puisque c'est elle qui est à l'origine de toutes les richesses disponibles sur le marché. Si la monnaie est créée par un organisme privé comme les banques commerciales, la monnaie devient propriété des actionnaires, elle est alors prêtée à la société civile qui verse en retour des intérêts considérables aux actionnaires.

Pour en finir avec l'escroquerie monétaire il faudrait donner la fonction d'émetteur aux banques centrale de 100 % de la masse monétaire en circulation et pas simplement la fonction d'émettre la monnaie « centrale d'endettement » qui sert de garantie pour les banques privées comme c'est le cas actuellement. Le contrôle de la masse monétaire en circulation et donc la création des crédits nécessaires aux activités bénéfiques est le droit régalien du pouvoir politique issu du débat démocratique. La capacité de battre monnaie sur un territoire et donc la création de la confiance dans l'échange marchand est le premier devoir de tout gouvernement souverain. Pourquoi le gouvernement devrait-il payer de l'intérêt à un système bancaire privé pour l'usage de sa propre monnaie qu'il peut émettre lui-même sans intérêt et sans dette ?

À L'État de reprendre son droit

Le gouvernement se refuse à lui-même un privilège qu'il a accordé aux banques par la loi, il se fait le serviteur des banquiers et méprise le peuple. L'objectif des banques privées n'est pas d'émettre l'argent en fonction des besoins de la population, mais de faire le plus de profits possibles, et d'amener gouvernements, collectivités locales, entreprises et individus à s'endetter. Pour qu'un gouvernement soit vraiment souverain, il faut qu'il reprenne son droit de créer un argent libre de dette. Deux problèmes sont liés :

1 - malgré les possibilités d'action de la Banque Centrale sur le refinancement et sur les taux d'intérêts de la monnaie émise par les banques commerciales, la quantité de monnaie en circulation lui échappe ce qui implique l'inflation des actifs et les bulles.

2 - l'interdiction faite au niveau de la Banque de France en 1973 et ensuite confirmée en 1992 par le Traité de Maastricht (Article 104) de financer directement notre propre économie, coûte à la population française presque 1 milliard d'euros par semaine pour les seuls intérêts, sous forme d'un transfert vers les plus riches, détenteurs des obligations d'État.

La solution : le « 100 % money »

La solution de remplacement, c'est la réforme du « 100 % money » dite Robertson/Allais qui correspond à un système bancaire à réserves pleines, au contraire du système bancaire

actuel dit « à réserves fractionnaires » (voir ci-dessous). Elle consiste en un transfert de la création monétaire depuis les banques privées vers la banque centrale revenue dans le giron public et contrôlé par les élus de la nation. Cette solution consiste en deux mesures qui doivent être prises simultanément :

- Autoriser la banque centrale à faire de la création monétaire par simple jeu d'écriture au profit du Trésor Public.
- Faire augmenter le taux de réserves obligatoires (actuellement 2 %) jusqu'à 100 %. Ceci revient à interdire la création de monnaie scripturale par les banques commerciales, qui deviennent de simples intermédiaires entre la Banque Centrale et l'économie réelle, et ainsi à contrôler efficacement ces banques qui ne réaliseront des profits qu'en fonction des services rendus à la société.

Cette réforme permettrait :

- À l'État, donc au peuple dans son ensemble, de bénéficier intégralement des bienfaits des émissions monétaires, aussi bien concernant le choix de la quantité de monnaie en circulation, sa répartition et les intérêts qui représentent des sommes considérables sur les créances détenues par les banques (environ 100 à 120 milliards d'euros par an, pour la France).
- De mettre fin au chaos monétaire que nos économies capitalistes subissent depuis des siècles.
- De détruire le lien artificiel et pervers entre création et destruction de monnaie et le mécanisme de crédit bancaire.
- De permettre à nos économies de procéder à l'inévitable processus de désendettement public et privé sans passer par une phase destructrice de déflation subie ou d'hyperinflation organisée.
- Que le taux d'intérêt puisse enfin jouer son rôle autorégulateur sur les marchés financiers et ainsi freiner les phénomènes de boom et de dépression.

Contrôler la monnaie

Une telle organisation du système bancaire et financier permettrait la réalisation simultanée de conditions tout à fait fondamentales:

- 1 - l'impossibilité de toute création monétaire et de pouvoir d'achat en dehors de celle de la monnaie de base par les autorités monétaires ;
- 2 - la suppression de tout déséquilibre potentiel résultant du financement d'investissements à long terme à partir d'emprunts à court ou à moyen terme ;
- 3 - l'expansion de la masse monétaire globale, constituée uniquement par la monnaie de base, au taux souhaité par les autorités monétaires ;
- 4 - une réduction majeure, sinon totale, de l'amplitude des fluctuations conjoncturelles ;
- 5 - l'attribution à l'État, c'est-à-dire à la collectivité, des gains provenant de la création monétaire, et l'allégement voir la suppression des impôts actuels ;
- 6 - un contrôle aisé par l'opinion publique et par le Parlement de la création monétaire et de ses implications.

Ce projet – défendre ce qui devrait être une prérogative de l'État et seulement de l'État : l'émission de toute nouvelle monnaie – a été proposé par les économistes Maurice Allais, Irving Fisher, Ricardo et d'autres. Si la France adoptait un tel schéma et que nos partenaires européens le refusaient, la France se devrait d'en tirer les conséquences. Car il apparaît de plus en plus évident que la construction européenne s'est faite jusqu'à présent, dans le but de réaliser une oligarchie des transnationales et des institutions financières. C'est pourquoi l'Union européenne de 2010 impose la libéralisation des services, l'indépendance de la BCE, l'endettement des États et des collectivités territoriales, la perte des droits régaliens et de la souveraineté du peuple. Pour mettre fin à cet état de fait, il faut que les peuples, par l'intermédiaire de leurs représentants élus, contrôlent leurs propres énergies, et donc, aient le contrôle de leur monnaie.

Abolir les privilèges

En fait, une crise économique et financière globale serait un bienfait pour l'humanité. D'abord, on arrêterait de travailler, consommer et polluer en toute inconscience, et ensuite, ce pourrait être l'occasion d'une émancipation extraordinaire. Concrètement, matériellement, rien ne serait perdu. Seule la possibilité de mobiliser l'énergie humaine, le pouvoir sur l'autre est aboli. C'est une vraie révolution, une réelle abolition des privilèges.

Les grands perdants seront les grands manipulateurs de finances. Pour 95 à 99 % de la

population, cela ne sera pas bien grave. L'énergie de tout un chacun sera libérée du carcan, des chaînes de la finance internationale et de ses geôliers : les financiers. Certains pourraient se sentir un peu déboussolé et sans l'État et les processus démocratiques, les choses pourraient dégénérer. Mais restons calmes : la richesse, la vraie, notre énergie, n'aura pas disparu. Il n'y a pas eu de guerre en Europe depuis des dizaines d'années et grâce au travail et au génie humain nous avons des moyens de production d'une extraordinaire efficacité ; en fait, nous n'avons jamais été aussi riches. Le jour où les peuples réaliseront cela, nous pourrons enfin mettre en place une société de convivialité, de temps choisi, d'harmonie et de respect.

Plusieurs types de monnaies

- La monnaie « permanente », empruntée par l'État à sa Banque Centrale dont il est le propriétaire (donc en réalité fabriquée par l'État). Cette forme de monnaie est interdite dans toute la zone Euro depuis le traité de Maastricht, ce qui interdit aux gouvernements de rembourser leurs dettes en émettant de la monnaie.
- La monnaie « centrale d'endettement », créée par la Banque Centrale et prêtée aux banques commerciales. Elle comprend surtout les espèces (pièces et billets), mais aussi les « réserves obligatoires » que les banques doivent détenir dans une certaine proportion (2 %, dans la zone Euro) du montant des dépôts qu'elles gèrent. Dans la zone Euro, la BCE ne peut prêter qu'aux établissements financiers, à un taux d'intérêt qu'elle ajuste en fonction de la conjoncture (1 % actuellement), mais la monnaie centrale peut ensuite être confiée aux particuliers (sous forme d'espèces) ou à l'État.
- La monnaie « scripturale » créée par les banques commerciales, par simple jeu d'écriture lorsqu'elles accordent un prêt à une administration, un particulier ou une entreprise, et qu'elles inscrivent le montant correspondant sur le compte de leur client, sans disposer nécessairement de monnaie centrale ni de dépôts d'épargne. Cette forme (parfaitement légale) de monnaie représente plus de 92 % du montant total des euros comptabilisés en tant que monnaie.

Marc Jutier, juillet 2010.

Ingénieur, écrivain, conférencier

Citations (non publiés avec l'article dans NEXUS)

Comme plusieurs d'entre vous ici le savent bien, le système monétaire contemporain est purement arbitraire, et la fabrication de l'argent dans le monde ne coûte guère plus que le prix de l'encre et du papier. Clifford Hugh Douglas (Newcastle - Upon Tyne, le 9 mars 1937)

Le privilège de créer et de produire de la monnaie est le plus opportun dessein d'un gouvernement. Par l'adoption de ces principes, le besoin ressenti depuis longtemps d'uniformiser la monnaie aux besoins sera satisfait. Les assujettis aux taxes seraient libérés des intérêts. L'argent cesserait d'être le maître pour devenir la servante de l'humanité. Abraham Lincoln

Celui qui contrôle l'argent de la nation contrôle la nation. Je crois que les institutions bancaires sont plus dangereuses pour nos libertés qu'une armée debout. Thomas Jefferson, troisième président des USA de 1801 à 1809.

L'histoire relate que les banquiers ont utilisé toutes sortes d'abus, intrigues, supercheries et violences possibles pour obtenir le contrôle des gouvernements en contrôlant l'argent et son émission. James Madison, quatrième président des USA de 1809 à 1817.

Quand l'argent d'un gouvernement dépend des banques, ce sont elles et non les chefs du gouvernement qui contrôlent la situation. Napoleon Bonaparte

Si les gens de cette nation comprenaient notre système bancaire et monétaire, je crois qu'il y aurait une révolution avant demain matin. Henry Ford.

Pour reprendre une métaphore chère aux Anciens, la monnaie est à l'économie ce que le sang est au corps humain; s'il en manque, c'est l'anémie, s'il y en a trop, c'est la congestion mais il ne viendrait à l'idée de personne d'emprunter son propre sang. Alors, il revient à l'État, pour le service du bien commun, d'assurer l'offre à la demande de monnaie pour qu'enfin l'économie soit au service de l'homme. Eric Dillies